



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 3 février 2026

Nos réf : DREAL/2026D/908

Code AIOT : 0005202775

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIRMET

8, route d'Oroix

64460 Ponson-Dessus

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée, réalisée le 23 janvier 2026, de l'établissement exploité par la société SIRMET et implanté au 8 route d'Oroix sur la commune de Ponson-Dessus (64460). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le département des Pyrénées-Atlantiques, la société SIRMET exploite deux sites spécialisés dans la récupération des métaux et déchets de métaux, la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et dans la collecte et la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU).

Il est à noter que dans le cadre de la mise en place de la filière Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) de voitures particulières, de camionnettes, de véhicules à moteur à deux ou trois roues, de quadricycles à moteur, les principaux opérateurs concernés sont les producteurs (constructeurs, importateurs), les opérateurs de gestion (centre VHU, broyeur) de véhicules hors d'usage (VHU), les détenteurs de VHU (particuliers, professionnels de l'automobile...), etc. Aussi, les centres de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU) sont un des acteurs essentiels de cette filière.

L'inspection inopinée réalisée le 23 janvier 2026 sur le site exploité par SIRMET à Ponson-Dessus (64460) a pour objectif de vérifier si le cahier des charges auquel est soumis l'exploitant en matière de dépollution des VHU est respecté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SIRMET
8, route d'Oroix – 64460 Ponson-Dessus
Code AIOT : 0005202775
Régime : Autorisation
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- activité de dépollution des véhicules hors d'usage – respect du cahier des charges,
- traçabilité (tenue des registres des déchets entrants et sortants).

Présentation de la société

La Société Industrielle de Récupération des Métaux (SIRMET) est un groupe spécialisé dans la récupération des métaux et déchets de métaux, la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ainsi que dans la collecte et la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU).

Le siège du groupe est situé en Dordogne à Boulazac-Isle-Manoir (24750).

Le groupe est implanté majoritairement en région Nouvelle-Aquitaine, il possède actuellement 20 sites en France.

La collecte des déchets est réalisée sur l'ensemble des sites, six d'entre eux disposent d'une cisaille fixe, trois autres d'un broyeur de VHU. Enfin, un broyeur mobile se déplace sur l'ensemble de la région.

Le groupe SIRMET possède également trois sites en Espagne qui servent d'exutoire principal aux différents types de déchets collectés en France.

Situation administrative du site de Ponson-Dessus

Le tableau de classement des activités s'établit comme suit :

(Tableau de classement annexé à l'arrêté préfectoral n° 2775/23/38 du 8 août 2023 autorisant le changement d'exploitant)

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.	42,5 t <i>Regroupement de batteries usagées</i>	Autorisation
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j.	500 t/j <i>Presse-cisaille</i>	Autorisation
2712.1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m².	2 000 m²	Enregistrement
2713.1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux La surface est supérieure ou égale à 1 000 m².	16 500 m²	Enregistrement
2710.1b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 7 tonnes.	6,5 t de batteries	Déclaration soumise à contrôle périodique
2710.2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur à 100 m³ et inférieur à 300 m³.	250 m³ <i>répartis selon : 30 m³ de bois, 80 m³ de métaux, 50 m³ de DEEE, 30 m³ de papier et de carton, 30 m³ de plastique, 20 m³ de caoutchouc, et 10 m³ de verre</i>	Déclaration soumise à contrôle périodique
2515.1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes , en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	194 kW	Déclaration

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	7 000 m ² de gravats	Déclaration
1435	Stations-service Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur ou égal à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total.	450 m ³ /an de GNR	Non Classé
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé est inférieur à 100 m ³ .	90 m ³	Non Classé
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m ³ .	90 m ³	Non Classé
2715	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 250 m ³ .	60 m ³	Non Classé
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est inférieur à 100 m ³ .	90 m ³	Non Classé
3550	Stockage temporaire de déchets Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	49 t de batteries	Non Classé
4718.2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel 2. Pour les autres stockages que les récipients à pressions transportables La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 6 tonnes.	1 t (propane)	Non Classé
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 2 tonnes.	1,5 t	Non Classé
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 2. Pour les autres stockages que les cavités souterraines et les stockages enterrés La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes au total.	33 t (GNR, gasoil)	Non Classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) Entreposage des déchets	Arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - article 3.5	Mise en demeure <i>Mise sous abri des D3E stockés sur les installations</i>	1 mois
2	VHU non dépollués Entreposage	Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié, Article 41.I	Mise en demeure <i>Suppression de l'empilement des VHU non dépollués</i>	1 semaine
3	Véhicules hors d'usage Dépollution des VHU	Arrêté préfectoral du 8 août 2023, Cahier des charges annexé, Articles 1, 2 et 3	Mise en demeure <i>Respect des prescriptions</i>	Dès notification de l'arrêté de mise en demeure
4	Registres des déchets entrants et sortants Traçabilité	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Articles 1 et 2	Mise en demeure <i>Tenue des registres conformément à la réglementation</i>	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite des constats de l'inspection réalisée le 23 janvier 2026, il ressort que :

- les conditions de stockage des D3E ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur, car ils ne sont pas stockés sous abri,

- les VHU en attente de dépollution sont empilés sur 3 niveaux,
- l'activité de dépollution des VHU n'est pas conforme au cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société SIRMET :
 - certaines opérations de dépollution ne sont pas réalisées,
 - le réemploi des pièces détachées n'est pas favorisé,
- la tenue des registres des déchets entrants et sortants ne respecte pas les dispositions réglementaires et ne permet pas d'assurer la traçabilité attendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) – Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié, Annexe I - article 3.5
Prescription contrôlée : [...] Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> • la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; • l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'inspection a constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques sont stockés dans une alvéole non couverte. Les conditions de stockage ne permettent pas d'éviter leur dégradation ainsi que la possible infiltration de substances polluantes dans les canalisations et dans le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la mise sous abri des D3E stockés sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions
Proposition de délais : 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : VHU en attente de dépollution – Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié, Article 41.I
Prescription contrôlée : I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...].
Constats : Deux zones de stockage sont dédiées au stockage des VHU qui viennent d'être pris en charge par l'exploitant, les VHU sont en attente de dépollution. Sur la première zone, 16 VHU sont empilés les uns sur les autres, sur 3 niveaux. Sur la deuxième zone, une douzaine de VHU sont stockés, certains sont empilés sur 2 niveaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant stocke les VHU en attente de dépollution sans les empiler.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions
Proposition de délais : 1 semaine à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 3 : Véhicules hors d'usage – Dépollution

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 8 août 2023, Cahier des charges annexé, Articles 1, 2 et 3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1°) Dépollution de véhicules hors d'usage</p> <p>Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ; • les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ; • les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; • les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ; • le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ; • les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ; • les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ; • les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation. <p>2°) Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation</p> <p>Les éléments suivants sont extraits du véhicule :</p> <ul style="list-style-type: none"> • composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ; • composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ; • verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013. <p>3°) Réemploi</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du Code de la consommation.</p> <p>La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.</p> <p>Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.</p> <p>Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Dépollution des VHU</u></p> <p>Concernant les opérations de dépollution, l'exploitant apporte les précisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les pneus sont retirés et expédiés chez SIREGOM,

- les huiles de vidange, le liquide de refroidissement et le lave-glace sont expédiés chez CHIMIREC,
- les batteries sont regroupées sur le site de SIRMET à Lons qui est chargé de leur acheminement vers l'exutoire dédié,
- les VHU dépollués sont expédiés sur le site SIRMET de Boulazac qui dispose d'un broyeur,
- les composants en aluminium (radiateurs) ne sont pas retirés ; ils sont retirés sur le site du broyeur, après broyage, grâce à un aimant,
- seuls le pare-brise situé à l'avant et la lunette située à l'arrière sont retirés, les vitres latérales ne sont pas retirées sur place, l'exploitant précise que cette opération devrait être réalisée très prochainement (sous 15 jours).

Réemploi

Concernant les opérations visant à favoriser le réemploi :

- les gros éléments en plastique (tableau de bord, etc.) ne sont pas retirés sur le site de Ponson-Dessus ; ils sont séparés, lors de l'opération suivante, chez le broyeur,
- aucune pièce destinée à la réutilisation (réemploi) n'est retirée.

Conditions d'acheminement et de stockage des VHU à dépolluer

Tous les VHU en attente de dépollution sur le site de Ponson-Dessus sont en très mauvais état.

Ils ont été volontairement tassés et compactés lors de leur prise en charge, avant leur transport sur le site pour tenir moins de place dans les bennes des camions.

Certains VHU n'ont pas de moteur, les vitres sont brisées et les morceaux de verre sont présents dans les véhicules.

Compte tenu de l'état des VHU en attente de dépollution, il apparaît très difficile, techniquement, de procéder au retrait de certains éléments (tableau de bord, composants volumineux en matière plastique, réservoirs, fluides frigorigènes, etc.).

Toute action de récupération en vue de la réutilisation des pièces détachées est impossible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à toutes les opérations de dépollution fixées au cahier des charges annexé à son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Proposition de délais : Dès notification de la mise en demeure

N° 4 : Traçabilité des déchets – Tenue des registres de déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Articles 1 et 2

Prescription contrôlée :

Article 1

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Registre des déchets entrants

- la dénomination du déchet n'est pas toujours explicite (AGS, almelec, bois prov agos, DI larga, OA larga, etc.),
- le poids du déchet réceptionné est parfois négatif,
- sur 9 408 apports figurant au registre des déchets entrants en 2025 le n° siret n'est pas précisé dans 5 251 des cas,
- il est impossible de faire la distinction entre le producteur et l'expéditeur des déchets, dans tous les cas c'est la même entité qui est indiquée,
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes i et ii de la directive 2008/98/CE relative aux déchets est souvent manquant.

Registre des déchets sortants

- la désignation du déchet n'est pas toujours explicite (AC 1&2, CHATARA n° 1, coper scrap cu 1s, dechets zn vieux, E40 clavos, sucata de latao, etc.),
- une colonne « déchets réceptionnés » est créée dans le registre des déchets sortants,
- le code de traitement et le mode de traitement du déchet ne sont pas toujours précisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir ses registres conformément à la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Proposition de délais : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure.